

« Le Grand Paris est un projet réactionnaire »

Pour Patrick Devedjian, président UMP du conseil général des Hauts-de-Seine, le projet discuté à l'Assemblée affaiblit la banlieue.

Ancien ministre de Sarkozy et ex-président de l'UMP, Patrick Devedjian, patron du 9-2, s'élève contre le projet de Métropole parisienne présenté ce matin à l'Assemblée.

Que reprochez-vous à ce projet de « métropole » ?

PATRICK DEVEDJIAN. C'est un projet réactionnaire qui entend nous renvoyer avant 1982 et les lois de décentralisation de Gaston Defferre. Paris, aidé de l'Etat, utilisait la banlieue pour exporter ce qui lui déplaisait : usines d'incinération, grands ensembles de logements sociaux, accueil des SDF et même ses cimetières. La banlieue était formée de villes au rabais. Paris gardait le meilleur. Les lois Defferre ont donné aux maires les pouvoirs d'urbanisme, les villes se sont transformées, embellies. Les banlieues se sont affranchies de Paris. C'est sans doute ce qui dérange le gouvernement à l'origine de cette nouvelle usine à gaz vouée à densifier la petite couronne pourtant déjà totalement saturée.

Ce projet ne vise-t-il pas plus d'égalité entre les territoires ?

Egalité ? Paris est trois fois plus riche que les Hauts-de-Seine, avec les impôts locaux les plus bas, dotée des plus grands équipements payés par l'Etat. En rajoutant une métropole au millefeuille administratif, le calcul de la gauche est simple : garder la main à tout prix, parce qu'elle a peur de perdre Paris en 2014.

Selon Patrick Devedjian, « ce nouvel étage technocratique [...] transformera les maires en potiches ». (LP/Olivier Corsan)



C'est le peur de perdre Paris qui motiverait cette opération ? L'impopularité de la gauche atteint des sommets et Nathalie Kosciusko-Morizet est une très bonne candidate. Si Paris bascule, Bertrand Delanoë pourra présider cette métropole. Il est le principal bénéficiaire de ce nouvel étage technocratique qui transformera les maires en potiches. **Paris serait à la manœuvre avec l'Etat ?**

Bien entendu, l'Etat et la haute fonction publique. Mais la Seine-Saint-Denis, chère à Claude Bartolone, voit là l'occasion de se sauver du désastre financier de ses emprunts toxiques. Ce département a été géré par des gens qui honnissent le capitalisme mais ont spéculé sur ses produits les plus vénéneux !

L'UMP, que vous avez dirigée, est-elle au bord du dépôt de bilan ?

Non. Avant la décision du Conseil constitutionnel, elle était déjà endettée, même si sa dette a fortement augmenté en six ans.

Que vous inspire le retour de Nicolas Sarkozy ?

L'essentiel est de construire un projet alternatif. Pour cela, nous devons être capables de faire notre inventaire. Ce n'est pas un règlement de comptes, c'est de l'hygiène intellectuelle qui permet de définir un projet et non de courir après les idées de ses adversaires.

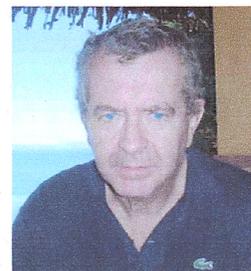
Mais est-ce un retour de l'ancien président ?

Disons que c'est un rappel au souvenir, une carte postale... envoyée en recommandé.

Propos recueillis par MARTINE CHEVALET

La mort de l'otage Philippe Verdon confirmée

La dépouille retrouvée au Mali est bien celle d'un des otages enlevés il y a près de deux ans par les islamistes d'Aqmi.



Philippe Verdon. (AP/Comité de soutien pour Philippe Verdon et Serge Lazarevic.)

Pour les proches de Philippe Verdon, l'insoutenable attente s'est achevée hier soir. Le corps retrouvé au Mali est bien le sien. La nouvelle tant redoutée a été officiellement confirmée en début de soirée par l'Elysée et François Hollande a exprimé à sa famille et à ses proches sa « totale solidarité ». Le président de la République a indiqué que « sa dépouille sera transférée le plus vite possible en France où les autopsies permettront de connaître les causes de son décès ».

Il y a neuf jours, la Direction centrale du renseignement intérieur (DCRI) a été informée de la découverte d'un corps pouvant être celui du Français dans la région de Tessalit, au nord du Mali. Dès le lendemain, un prélèvement génétique a été envoyé en France. Son analyse en a apporté la preuve.

Il reste sept autres captifs au Sahel

Philippe Verdon et un autre Français, Serge Lazarevic, avaient été enlevés une nuit de novembre 2011 par l'organisation terroriste Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), dans un hôtel au nord-est du Mali. Selon leurs proches, qui avaient démenti tout lien avec des mercenaires ou des services secrets, les deux hommes étaient en voyage d'affaires, pour un projet de cimenterie.

Dans une vidéo diffusée il y a un an, Verdon évoquait des « conditions de vie difficiles ». La zone où la dépouille a été retrouvée compte en effet parmi les plus arides de la pla-

nète. Dans la région saharienne de Tessalit, les températures flirtent avec les 50 °C. L'approvisionnement en eau et en vivres est extrêmement difficile dans ces massifs rocaillieux désertiques. Des conditions d'autant plus compliquées que Verdon, 53 ans, souffrait lors de son départ au Mali d'un ulcère et de tachycardie. Lorsque le 19 mars dernier, Aqmi avait annoncé l'exécution de Philippe Verdon, ses proches semblaient ne plus se faire d'illusions, même si Paris n'avait pas confirmé l'information. « Pour nous, il est possible que Philippe soit mort à cause de ses pathologies et qu'Aqmi s'en serve pour une mise en scène », avait ainsi déclaré Pascal Lupart, qui dirige le comité de soutien de l'otage.

De quoi alimenter l'angoisse des familles des sept autres captifs du Sahel. Gilberto Rodriguez Leal a été enlevé le 20 novembre dernier au Mali, et Francis Collomp, le 19 décembre 2012 au Nigeria. L'association des proches des quatre salariés d'Areva enlevés au Niger en 2010 a fait part hier de son « angoisse », tout comme la famille de Lazarevic.

A.D.

Véritable mastodonte administratif



Si le projet de Métropole est voté, les communes de la petite couronne formeront un grand ensemble avec la capitale.

Métropole du Grand Paris, deuxième round. A partir d'aujourd'hui, les députés examinent une version remaniée du texte instituant, à partir du 1^{er} janvier 2015, un nouvel échelon administratif au cœur de la région parisienne. La version adoptée en première lecture avait été recouverte par les sénateurs communistes et UMP, obligeant le gouvernement à revoir sa copie. Premier changement : le périmètre. La version initiale prévoyait que le Grand Paris corresponde à la zone la plus dense de l'Île-de-France, soit 412 communes sur 1 281. Finalement, la métropole se réduira à Paris et la petite couronne, soit 124 villes.

La nouvelle monture prévoit surtout de faire du Grand Paris un Etablissement public de coopération intercommunale (EPCI). Les regroupements de communes qui existaient déjà en proche banlieue disparaissent. Ils sont remplacés par des « territoires », sortes de gros arrondissements d'au moins 300 000 habitants, sans réelle autonomie. Chacun enverra des représentants au Conseil métropolitain, l'organe décisionnel du Grand Paris. Celui-ci comprendra 200 membres et disposera de compétences assez larges, aussi bien en matière d'aménagement, d'urbanisme que de transition

énergétique. Objectif : pallier le manque d'efficacité du système actuel, notamment en termes de construction de logements. « C'est la porte grande ouverte à un retour aux errements du passé, au temps où Paris imposait ses logements sociaux, ses cimetières, ses entrepôts aux communes de banlieue », gronde Christian Favier, le président (PC) du conseil général du Val-de-Marne. Pour faire contrepoids au nouveau mastodonte, le gouvernement veut obliger les communes de grande couronne incluses dans l'unité urbaine de la capitale à s'unir dans des ensembles d'au moins 200 000 habitants. **JOFFREY VOVOS**

La Cour des comptes salue les efforts de gestion de l'Elysée

Bien, mais peut mieux faire. Dans un rapport publié hier, la Cour des comptes souligne les économies réalisées par l'Elysée depuis l'élection de François Hollande.

Compression des charges de personnel, réduction des dépenses liées aux déplacements (le train souvent préféré à l'avion, par exemple) ou encore suppression des dépenses consacrées aux études et aux sondages et qui avaient été épinglées dans le précédent rapport publié en décembre 2012.

Les économies ont permis à l'Elysée de reverser près de 6 M€ au budget de l'Etat en 2012 ramenant ainsi la dotation budgétaire de la présidence de la République de 108,9 M€ à 102,9 M€.

■ Limiter le recours aux heures supplémentaires

Toutefois, la haute juridiction appelle également la présidence à poursuivre ses efforts. Par exemple, en limitant le recours aux heures supplémentaires, en contrôlant davantage la commande publique ou en réduisant les dépenses de restauration du palais de l'Elysée.

La Cour des comptes estime aussi qu'une remise en ordre s'impose au sujet d'une soixantaine d'appartements du palais de l'Alma situé quai Branly (VII^e). Il s'agit de revoir les loyers en fonction du marché immo-



François Hollande privilégie le train, moins coûteux que l'avion. (LP/Olivier Lejeune.)

bilier, estime-t-elle tout en tenant compte des ressources du foyer « afin qu'ils restent supportables aux locataires ». C'est pour elle aussi le moyen de régler la situation de personnes « dont le maintien dans les lieux ne se justifie plus ».

Enfin, ce cinquième rapport du genre sur les finances de l'Elysée invite aussi à régulariser la situation juridique et financière du pavillon de la Lanterne à Versailles auparavant dévolu au Premier ministre et transféré au président de la République jusqu'au 31 décembre 2012. **M.P.F.**